

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE

UN LIBRARY

11 FEB 1959

UN/SA COLLECTION



Distr.
GENERALE

T/1426/Add.1
6 février 1959

ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

MISSION DE VISITE DES NATIONS UNIES DANS LES TERRITOIRES
SOUS TUTELLE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE (1958)

ADDITIF AU RAPPORT SUR LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN
SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE (T/1426)

LETTRE DE TRANSMISSION, EN DATE DU 6 FEVRIER 1959, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE PRESIDENT ET LES MEMBRES DE LA MISSION DE VISITE

Nous avons l'honneur de nous référer à la lettre du 19 janvier 1959 que nous vous avons adressée avec le rapport de la Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1958), sur le Cameroun sous administration britannique, et de vous informer que, comme elle l'avait laissé prévoir dans cette lettre, la Mission a revu la dernière partie de ce rapport en tenant compte des résultats des élections générales qui ont eu lieu au Cameroun méridional le 24 janvier 1959.

La Mission a approuvé à l'unanimité un additif audit rapport, qu'elle a l'honneur de vous communiquer ci-joint. Elle en remet officieusement un certain nombre d'exemplaires à l'Autorité administrante et vous serait reconnaissante de bien vouloir transmettre à l'Autorité administrante et à chacun des autres membres du Conseil officiellement cet additif, sous forme de document, conformément à l'article 99 du règlement intérieur du Conseil de tutelle, et de bien vouloir en assurer la distribution générale à la date que vous fixerez en accord avec l'Autorité administrante.

Signé : Benjamin Gerig (Etats-Unis
d'Amérique)
Président
Georges Salomon (Haïti)
Rikhi Jaipal (Inde)
Gray Thorp (Nouvelle-Zélande)

204. En raison des difficultés, expliquées ci-dessus^{1/}, qu'elle éprouvait pour formuler, avant les élections, des recommandations précises sur la manière de déterminer l'avenir du Cameroun méridional, il eut été préférable, si cela avait été possible, que la Mission attendît le résultat de ces élections pour achever et soumettre son rapport. Cependant, la Mission a cru devoir tenir compte du calendrier imposé aux Nations Unies par la décision de l'Assemblée générale^{2/} de reprendre sa treizième session le 20 février 1959 afin d'examiner la question de l'avenir des deux Camerouns et aussi par le fait que le rapport de la Mission de visite devait être examiné par le Conseil de tutelle avant cette date. Pour accorder au Conseil le temps nécessaire, la Mission a approuvé et présenté, le 19 janvier, l'ensemble de la première partie de son rapport et les annexes I à V, en se réservant le droit de revoir la dernière partie du document après les élections et de présenter un additif si elle le jugeait nécessaire.

205. Avec la coopération de l'Autorité administrante, la Mission a été en mesure, quelques jours après les élections, d'étudier non seulement les résultats détaillés de ces élections, mais aussi d'autres renseignements s'y rapportant, notamment les déclarations les plus importantes concernant les principes et les programmes faites devant les électeurs par les chefs des principaux partis politiques. La Mission a pu ainsi compléter son rapport comme suit.

206. Il a semblé à la Mission que l'attitude et les objectifs des principaux partis politiques à la veille des élections étaient essentiellement les mêmes que ceux qui lui avaient été exposés au mois de novembre. Les déclarations radio-diffusées que les chefs des partis politiques ont faites à propos des élections, en utilisant les postes émetteurs nationaux et régionaux de la Nigeria, pendant les dix jours qui ont précédé le vote, ont semblé confirmer que, si le problème de l'avenir final du Cameroun méridional n'était pas posé et ne pouvait sans doute pas se poser en termes clairs, les chefs politiques n'en considéraient pas moins la question des liens entre le Cameroun méridional et la Nigeria comme la question principale posée devant les électeurs. Les chefs du KNDP et du KPP ont présenté cette question, en termes exprès, comme un choix entre la fédération avec la

^{1/} Voir notamment les paragraphes 183, 191, 193 à 196 et 203.

^{2/} Résolution 1281 (XIII).

Nigeria et une "sécession" entre le Cameroun méridional et la Nigeria, et l'on peut dire que tous les chefs politiques ont fait dépendre de ce choix des questions de politique intérieure et de développement. En revanche, la question de l'unification des Camerouns a semblé rester à l'arrière-plan, comme le montrent les déclarations mentionnées ci-après.

207. Il convient de faire remarquer en même temps que tous les problèmes n'ont pas été traités uniquement sous l'angle de l'avenir du Cameroun méridional. Les chefs de parti ont proposé aux électeurs, en matière économique, sociale et autre, les programmes qu'ils jugeaient propres en eux-mêmes à les intéresser et, certainement aussi, de nature à influencer ceux des électeurs pour qui les problèmes locaux revêtaient le plus grand intérêt.

208. Dans la première de ces allocutions^{1/}, prononcée le 15 janvier 1959, M. P.M. Kale, chef du Kamerun People's Party (KPP) - parti membre de l'alliance qui est au pouvoir - a déclaré que "les électeurs camerounais avaient le choix" entre deux solutions, qu'il a exposées de la façon suivante sous forme de questions :

"Maintenant que nous avons en quelque sorte atteint notre puberté sous la tutelle britannique, du fait que nous avons un statut régional, une assemblée législative, un premier ministre et des ministres, et que l'on nous garantit l'égalité des droits au sein de la Fédération nigérienne, quelle est pour nous la meilleure solution : faire sécession, puis transformer le Cameroun méridional en une nation minuscule, avec sa population de 750.000 habitants, face aux 33 millions d'habitants des régions Est, Ouest et Nord de la Nigeria et aux 4 millions et demi d'habitants du Cameroun français; ou, une fois la sécession accomplie, nous unir au Cameroun français et à ses 4 millions et demi d'habitants, et par là même renoncer à la culture dont nous nous sommes pénétrés depuis quarante ans pour en adopter une autre entièrement différente et tout recommencer? ...

Ou bien vaut-il mieux continuer à faire partie de la Fédération nigérienne et garder, pour nous et pour les Camerounais des générations futures,

^{1/} Voir Annexe VI a).

ce que nous possédons déjà, en vertu du vieil adage selon lequel "Un tiens
veut mieux que deux tu n'auras"? Les électeurs camerounais ont le choix."
209. Prenant la parole, le 16 janvier, au nom du Kamerun National Democratic Party
(KNDP)^{1/}, M. Foncha a présenté le problème aux électeurs de la façon suivante :

"Et maintenant, Mesdames et Messieurs, venons-en aux élections générales
et à leur objet : on vous a prévenus des conséquences qu'aurait le vote du 24.
Vous choisirez entre la liberté et la soumission éternelle. Le KNC et le KPP
veulent sacrifier de façon permanente à la Nigeria le droit du Cameroun à
devenir une nation indépendante ..."

Mais si vous portez le KNDP au pouvoir, vous serez séparés de la
Fédération nigérienne avant 1960. Alors vraiment vous oeuvrerez pour la
liberté du Cameroun en tant que nation. Vous édifierez l'économie du Cameroun
méridional sur une base plus solide, guidés par le Gouvernement du Royaume-Uni
agissant en tant qu'Autorité administrante ..."

Séparé de la Fédération nigérienne, le Cameroun méridional se trouvera
en mesure de négocier les conditions de la réunification avec le gouvernement
de toute section libre du Kamerun qui en aurait le désir. Sous ce rapport,
le Cameroun sous administration française a fait un grand pas en avant,
puisque la France a déjà consenti à lui accorder l'indépendance en 1960. Les
habitants du Cameroun septentrional ont déjà justifié la position que j'ai
adoptée à la reprise de la Conférence constitutionnelle de la Nigeria, lorsque
j'ai déclaré qu'un grand nombre d'entre eux désiraient voir leur pays réuni
au Cameroun méridional. Ils l'ont fait en remettant un mémoire à la Mission
de visite des Nations Unies en novembre 1958^{2/}. Ils ont les yeux fixés sur
nous. L'édification d'une nation camerounaise est, encore une fois, une
question qui dépend de nous. Le problème de la réunification se pose
maintenant d'une manière tout à fait claire : ce sont les différentes sections

^{1/} Voir Annexe VI b).

^{2/} La Mission présume que c'est là une allusion aux représentations qui lui ont été
faites au nom de deux groupes de population qui vivent immédiatement au nord
de la limite du Cameroun méridional (voir par. 165 et Annexe I).

du Cameroun devenues indépendantes qui la réaliseront, et non les Camerouns sous administration britannique ou française. Ne vous laissez donc pas tromper par les intégrationnistes qui disent que nous vous livrons à la France. Bientôt, il n'y aura plus ni sujets français ni sujets britanniques en Afrique occidentale."

210. Cette série d'émissions a pris fin le 17 janvier, lorsque M. Endeley a fait une déclaration, en sa qualité de chef du Kamerun National Congress (KNC)^{1/}, dans laquelle il a appuyé, non pas en termes exprès, mais d'une manière indirecte, la fédération avec la Nigeria. Il a consacré la plus grande partie de son discours à l'exposé du succès qu'avaient remporté le KNC et son allié, le KPP, en obtenant pour le Cameroun méridional "une constitution libérale qui lui assurerait le statut d'un Etat autonome jouissant à tous égards d'une égalité absolue avec les autres régions de la Fédération nigérienne", ainsi qu'aux progrès accomplis dans le domaine du développement économique et social, dont son gouvernement s'attribuait le mérite. M. Endeley a défendu sa thèse en faisant valoir surtout que le programme que son parti avait déjà entrepris de mettre en oeuvre allait très loin dans l'avenir, tandis que ses adversaires n'offraient "rien d'autre que l'éternel slogan de la sécession de la Fédération nigérienne, qui est absolument vide de sens". Il a déclaré :

"Ils préconisent la sécession, l'unification avec le Cameroun français et un avenir aléatoire. Ils le font parce qu'ils craignent d'être réduits à l'esclavage par la Nigeria, mais ils veulent bien d'un esclavage sous l'autorité d'un Cameroun français devenu indépendant en janvier 1960 et, partant, politiquement plus avancé que le Cameroun méridional. Ils font volontiers étalage de leur désir de conserver l'identité du Cameroun. Mais quelle autre identité voulons-nous, en dehors de celle qu'offrent l'indépendance de nos organes législatifs et le pouvoir d'administrer nos affaires intérieures de la manière que nous préférons?

Ils se sont alliés au One Kamerun Party, cette réincarnation du sinistre UPC, qui a été fort judicieusement écrasé lors des élections de 1957. Si le Cameroun français est tellement satisfait de son avenir politique, pourquoi

^{1/} Voir l'annexe VI c).

Les Camerounais français qui résident ici ne plient-ils pas tous bagage et ne rentrent-ils pas chez eux pour y vivre heureux, comme l'ont fait les Ghanéens et les Guinéens? Pourquoi s'accrochent-ils à nous comme des sangsues et affluent-ils quotidiennement dans notre région?

Les questions sur lesquelles vous devez vous prononcer sont claires comme le jour. Le Kamerun National Democratic Party n'a ni les hommes qu'il faut ni le programme voulu pour constituer le prochain gouvernement de notre pays ... Un nouveau gouvernement KNC vous mettra à votre tête des hommes d'Etat courageux et réfléchis et vous assurera des progrès constants ainsi qu'un avenir sûr et pacifique. Un gouvernement KNDP ou One Kamerun ne signifie rien d'autre que des mots, un avenir incertain et aléatoire et, peut-être, un bond en arrière vers le droit tribal barbare et l'âge de pierre ..."

211. A la suite des élections qui ont eu lieu le 24 janvier, le KNDP maintenant détient la majorité des vingt-six sièges électifs de la Chambre d'assemblée, ayant obtenu 14 sièges contre 12 à l'Alliance KNC/KPP. Le KNDP a également recueilli la majorité de l'ensemble des voix : il a obtenu au total 75.326 voix (ce chiffre semble cependant comprendre 2.021 voix en faveur de deux candidats du One Kamerun ou O.K. Party) contre 51.384 à l'Alliance KNC/KPP et 10.509 aux candidats indépendants. Les résultats provisoires des élections dans chacune des vingt-six circonscriptions, tels qu'ils ont été communiqués à la Mission, sont indiqués dans le tableau suivant :

ELECTIONS GENERALES A LA CHAMBRE D'ASSEMBLEE DU CAMEROUN MERIDIONAL,
24 JANVIER 1959

Circonscription	Nombre d'électeurs inscrits	Nombre de voix obtenues : KNC/KPP 1/	Nombre de voix obtenues : KNDP 2/	Nombre de voix obtenues : indépendants	Nombre total de voix	Répartition des sièges
Victoria S.O.	5.769	2.100 *	1.027	71	3.198	KNC/KPP
Victoria S.E.	5.916	1.182) 813)*	1.293	-	3.288	KNDP
Victoria N.O.	6.309	3.086	841	-	3.927	KNC/KPP
Victoria N.E.	8.652	2.079	2.464	-	4.543	KNDP
Kumba N.E.	12.870	4.876	4.089	-	8.965	KNC/KPP
Kumba N.O.	9.550	seul candidat*	-	-	-	KNC/KPP
Kumba S.E.	15.459	5.057 *	6.429	-	11.486	KNDP
Kumba S.O.	3.880	1.538	513	247	2.298	KNC/KPP
Mamfe O.	8.630	1.702	4.004	297	6.003	KNDP
Mamfe N.	12.085	6.519	2.111	-	8.630	KNC/KPP
Mamfe S.	8.074	1.449	3.024	1.769	6.242	KNDP
Mamfe E.	10.590	3.076	5.761	-	8.837	KNDP
Bamenda N.	10.793	3.083	2.879	-	5.962	KNC/KPP
Bamenda E.	7.205	473	3.239	269	3.981	KNDP
Bamenda Centre O.	7.746	462	5.736	-	6.198	KNDP
Bamenda Centre E.	10.423	725	4.937) 1.940)	133	7.735	KNDP
Bamenda O.	12.950	1.595	7.478	79	9.152	KNDP
Bamenda S.	15.932	166	5.929	6.908 3/	13.003	KNDP
Wum N.	3.709	674	1.031	736 4/	2.441	KNDP
Wum Centre	4.234	1.442	1.398	-	2.840	KNC/KPP
Wum E.	4.469	453	3.263	-	3.716	KNDP
Wum O.	2.621	769	1.079	-	1.848	KNDP
Nkambe N.	2.440	1.215	87) 81)	-	1.383	KNC/KPP
Nkambe E.	5.444	2.113	1.355	-	3.468	KNC/KPP
Nkambe Centre	5.775	2.638	2.243	-	4.881	KNC/KPP
Nkambe S.	4.051	2.099	1.095	-	3.194	KNC/KPP
TOTAL :	205.576	51.384	75.326	10.509	137.219	-

- 1/ L'astérisque indique qu'il s'agit d'un candidat du KPP; les chiffres sans astérisques se rapportent aux voix recueillies par les candidats du KNC.
2/ Tous les candidats appartiennent au KNDP, sauf dans les circonscriptions de Bamenda centre et de Nkambe nord, où le second des deux chiffres indiqués représente, semble-t-il, les voix recueillies par un candidat de One Kamerun.
3/ Trois candidats indépendants ont recueilli respectivement 5.780, 988 et 140 voix.
4/ Deux candidats indépendants ont recueilli respectivement 621 et 155 voix.

/...

212. La Mission a appris en outre qu'en moyenne 70 pour 100 des électeurs inscrits avaient pris part au vote. Il est difficile d'indiquer avec précision le pourcentage des voix qui sont allées aux candidats représentant les deux principales tendances politiques, étant donné que le candidat au siège de Kumba nord-ouest a été déclaré élu comme seul candidat et que l'on ne connaît pas la position des candidats indépendants. A titre purement indicatif, toutefois, on peut établir à 70 pour 100 des 9.550 électeurs inscrits dans ladite circonscription, soit 6.685, le nombre des électeurs qui ont voté pour l'Alliance KNC/KPP. Sur la base de ce calcul, on peut dire qu'au total, 58.069 voix, soit 40,4 pour 100, sont allées à des candidats qui s'étaient engagés à appuyer l'association avec la Fédération nigérienne et 75.326 voix, soit 52,3 pour 100, à des candidats qui préconisaient la "sécession" du Cameroun méridional. Les autres voix, soit 7,3 pour 100, ont été données à des candidats indépendants. La Mission n'a aucune preuve que l'unification proprement dite ait été pour les électeurs une préoccupation immédiate. Il convient également de signaler - et les constatations faites par la Mission dans le Territoire le confirment - que les résultats des élections ont été sans aucun doute influencés par les sympathies et les antipathies personnelles des électeurs à l'égard des candidats et par des questions d'intérêt purement local.

213. Le premier résultat des élections - le seul, sur le plan pratique, que l'on ait enregistré au moment de la rédaction du présent rapport - est que M. Foncha, chef du KNDP, a été invité à former le gouvernement; il a été nommé Premier Ministre le 30 janvier. On ne sait pas encore ce que sont exactement les intentions de son gouvernement en ce qui concerne l'avenir du Cameroun méridional; la Mission ne peut que se référer une fois de plus au programme que le Premier Ministre avait envisagé avant les élections^{1/}. Les mesures qu'il préconisait sont, en résumé, les suivantes : a) demander à l'Autorité administrante de séparer le Cameroun méridional de la Fédération nigérienne; b) obtenir l'adoption par la Chambre d'assemblée d'une résolution "réaffirmant le consentement de la population" pour réaliser l'unification des Camerouns; c) négocier à l'avance les conditions de

^{1/} Voir les paragraphes 99 à 103.

l'unification; d) maintenir le régime de tutelle jusqu'à ce que le Territoire parvienne à l'indépendance et faire coïncider, si possible, l'accession à l'indépendance avec l'unification des Camerouns. Il y a lieu de noter toutefois que, dans le discours électoral radiodiffusé dont il est question plus haut, M. Foncha s'était borné à déclarer que si le KDP venait au pouvoir, le Cameroun méridional serait "séparé de la Fédération nigérienne avant 1960" et que "séparé de la Fédération nigérienne, le Cameroun méridional" se trouverait "en mesure de négocier les conditions de réunification avec le gouvernement de toute section libre du Kamerun qui en aurait le désir".

214. Les élections ont créé une nouvelle situation politique dont les effets et les conséquences ne peuvent pas être mesurés immédiatement. Il faut laisser s'écouler le temps nécessaire pour permettre à la situation d'évoluer et attendre, soit l'apparition d'un accord général sur l'avenir du Cameroun méridional, soit des conditions permettant de formuler avec précision les solutions entre lesquelles la population aura le choix. De l'avis de la Mission, la façon dont la situation évoluera dépendra surtout, des représentants de la population eux-mêmes. Dans une autre partie de son rapport, la Mission a souligné l'importance qu'il fallait attacher au fait que le Cameroun méridional possède ses institutions propres, une Chambre d'assemblée et un gouvernement responsable devant elle - dotées de pouvoirs étendus et dont l'autorité et le caractère représentatif, maintenant qu'ils reposent sur le suffrage universel des adultes, ne sauraient être sous-estimés. A la suite des élections, ces institutions sont désormais contrôlées, bien qu'à une faible majorité, par un parti politique qui a promis de s'efforcer de modifier les liens actuels entre le Cameroun méridional et la Nigeria, c'est-à-dire, en d'autres termes, de mettre fin aux dispositions en vertu desquelles le Cameroun méridional est administré en tant que partie intégrante de la Nigeria. Il convient de signaler que cette séparation est envisagée par le parti en question comme une mesure qui sera prise dans le cadre du régime international de tutelle, et non comme un objectif de ce régime ni, partant, comme un événement qui permettrait de mettre fin à l'Accord de tutelle.

215. Il semble à la Mission qu'il est essentiel de donner au nouveau gouvernement le temps de revoir ses intentions en la matière. De l'avis de la Mission, le parti au pouvoir semble être actuellement, pour la première fois, en mesure

d'étudier, en consultation avec l'Autorité administrante, la possibilité pratique et les conséquences d'une séparation administrative de la Nigeria. Il y a lieu de penser qu'une telle mesure exigera de toute façon un examen approfondi des dispositions administratives et financières existantes. Mais en outre, - et cela est peut-être encore plus important - le gouvernement devra tenir compte des aspects politiques du problème. En premier lieu, il devra peut-être déterminer, étant donné qu'il prouvera devant lui à la Chambre d'assemblée une forte opposition qui est fermement en faveur du maintien de l'association avec la Nigeria, si ses assises politiques sont suffisamment sûres et le mandat reçu suffisamment clair pour lui permettre de chercher à obtenir la séparation du Cameroun méridional et de la Nigeria. La Mission a noté à ce sujet que les chefs de l'alliance qui constitue maintenant l'opposition, ont déjà demandé^{1/} la convocation immédiate de la Chambre d'assemblée en faisant valoir qu'en raison du faible écart dans les résultats des élections, la politique du parti porté au pouvoir devait être "définie à nouveau et mise à l'épreuve" au sein de la Chambre d'assemblée.

216. En second lieu, le gouvernement jugera sans doute nécessaire d'examiner à nouveau les conséquences que pourrait avoir, pour l'avenir non immédiat du Cameroun méridional, toute mesure qui serait prise avant la levée de la tutelle en vue de le séparer de la Nigeria. Le Premier Ministre a déclaré, avant les élections, qu'il avait l'intention d'étudier très prochainement les conditions auxquelles pourrait être réalisée une forme d'association avec le Cameroun sous administration française par laquelle l'avenir du Cameroun méridional pourrait être réglé. Selon que ces conditions seront acceptables ou non, il devra peut-être envisager d'autres solutions, qui n'excluront pas nécessairement le maintien d'un lien avec la Nigeria.

217. La Mission considère donc qu'il faut donner au nouveau gouvernement le temps de procéder à un nouvel examen de ses intentions et de consulter la Chambre d'assemblée et l'Autorité administrante à ce sujet; de prendre connaissance, par voie de discussions avec le Gouvernement du Cameroun sous administration française, des conditions dans lesquelles une forme d'unification pourrait avoir lieu, si tel

1/ T/PET.4/L.14

est encore son objectif; et enfin d'informer l'Autorité administrante et, par l'intermédiaire de celle-ci, les Nations Unies, de ses vœux et de ceux de l'ensemble de la Chambre d'assemblée en ce qui concerne la réalisation des objectifs de la tutelle, ainsi que de son point de vue sur la façon de déterminer l'opinion de la population. C'est alors seulement, de l'avis de la Mission, qu'il sera possible de dire quelle solution pratique, ou quel choix de solutions, s'offre à la population du Cameroun méridional.

218. En raison de ce qui précède, la Mission est parvenue à la conclusion que le résultat des élections ne peut pas être considéré comme décisif en ce qui concerne l'avenir du Cameroun méridional. Si un accord général se fait, à la Chambre d'assemblée nouvellement élue, sur l'avenir du Cameroun méridional, il ne sera peut-être pas nécessaire de procéder à une consultation populaire formelle; si aucun accord de ce genre ne se fait, ce sera peut-être seulement au moyen d'une consultation organisée à une date ultérieure appropriée, et probablement par un plébiscite, qu'il sera possible de trancher les questions fondamentales. En ce dernier cas, la Mission estime que les conditions d'une telle consultation, notamment sa date et la question ou les questions à poser à la population, devront être déterminées par l'Assemblée générale et l'Autorité administrante en consultation et autant que possible en accord avec les partis politiques du Cameroun méridional. La Mission considère que si, au moment de la reprise de la treizième session de l'Assemblée générale, les éléments essentiels nécessaires pour une décision affectant l'avenir du Cameroun méridional ne sont pas tous réunis, il sera souhaitable de renvoyer la suite de l'examen de la question à la prochaine session ordinaire.

ANNEXE VI

DISCOURS PRONONCES EN JANVIER 1959, A L'OCCASION DES ELECTIONS, PAR LES
PRINCIPAUX CHEFS DE PARTIS POLITIQUES DU CAMEROUN MERIDIONAL

- a) Discours électoral radiodiffusé prononcé le 15 janvier 1959 par
M. P.M. Kale, chef du Kameruns People's Party (KPP)

Comme nous approchons de la date des troisièmes élections générales à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, qui a été créée en 1953 lorsqu'a été dissoute la Chambre d'assemblée de la région de l'Est, je saisis cette occasion pour m'adresser, au nom du Kameruns People's Party et par l'intermédiaire de la Nigerian Broadcasting Corporation, aux électeurs des vingt six circonscriptions du Cameroun méridional. Mais avant de poursuivre, qu'il me soit permis tout d'abord de faire un bref historique du KPP. Le KPP a été créé en 1953, au moment où se produisait, à Enugu, la grave crise politique qui a abouti à la dissolution de la Chambre d'assemblée de l'Est; à cette époque, le Cameroun était rattaché à la région de l'Est. Treize Camerounais étaient alors membres de la Chambre d'assemblée de l'Est. Après la crise, ils se sont scindés en deux groupes et ont formé deux partis politiques. Le KNC et le KPP. Depuis sa création, le KPP s'est consacré à la diffusion de la vérité et s'est voué au service du peuple camerounais, car nous autres, membres du KPP, sommes prêts à sacrifier jusqu'à notre vie pour notre patrie, afin de procurer à notre peuple ce qui fait la prospérité, la santé et le bonheur des peuples civilisés. Pour chercher à atteindre ces idéaux, le KPP a préconisé l'entente et la coexistence pacifique entre les Camerounais et les non-Camerounais, quelle que soit leur appartenance raciale ou tribale. En d'autres termes, dès l'origine, le KPP a soutenu le principe selon lequel l'union du Cameroun et de la Nigeria était essentielle pour assurer le progrès politique et un sain développement du Cameroun. Ces idéaux, en dépit de leur noblesse, ont été mal compris par les ennemis du KPP, qui se sont érigés en saints et en sauveurs du Cameroun. Il en est résulté que tout a été fait pour discréditer les dirigeants et les membres de notre parti aux yeux de la population dans tout le Cameroun. En dépit de tout nous avons tenu bon. Aujourd'hui, six ans à peine après les événements dont j'ai parlé, le bien-fondé de la cause du KPP a été amplement prouvé. Une fraction de la population commence à voir la situation sous son vrai jour. L'avenir du Cameroun lui apparaît

/...

maintenant clairement à la lumière des dispositions et des réformes constitutionnelles. Une autre partie de la population, pour des raisons sentimentales ou autres, est sceptique ou plutôt pessimiste et, par conséquent, a des opinions différentes des nôtres sur l'avenir du Cameroun par rapport à la Fédération nigérienne.

Je voudrais exposer en termes très clairs quelles sont les principales divergences de vues, d'ordre purement idéologique, semble-t-il, qui existent entre le KPP et ses adversaires. En fait, le KPP n'a que deux adversaires, le KNDP et One Kamerun. Le KNC ne se distingue maintenant du KPP par aucune divergence de vues d'ordre idéologique. Les programmes des deux partis sont essentiellement les mêmes, parce qu'ils ont reconnu l'un et l'autre que c'est une union permanente avec la Nigeria qui offre au Cameroun le plus brillant avenir. Toutefois, la plupart des membres du KNC font preuve d'un certain opportunisme politique et, au sein de ce parti, des esprits inconséquents ont attaqué avec persistance la direction du KPP. Bien entendu, c'est toute la hiérarchie du KNC qui, en 1953, avait semé la discorde entre ce parti et le KPP, mais grâce à la largeur de vues des dirigeants du KNC, la situation a changé, de sorte qu'il n'est pas nécessaire que je m'étende sur cette question. Le KPP croit en la démocratie parlementaire, ce système de gouvernement qui fait la fierté du Royaume-Uni; et pour croire en la démocratie, il faut comprendre le sens de ces paroles de Voltaire : "Je ne partage pas vos idées, mais je défendrai jusqu'à la mort votre droit de les soutenir." Nous croyons dans la liberté de parole et le droit de faire appel. Nous estimons que, parmi les droits fondamentaux de la personne humaine, figure le droit, pour nos adversaires, d'exister et d'exprimer leurs opinions comme ils le jugent bon, à condition qu'ils ne portent pas atteinte aux droits d'autrui. C'est avec cette idée présente à l'esprit que je parle des autres partis politiques et que je prie instamment les électeurs camerounais de faire preuve de prudence lorsque l'heure sera venue d'émettre leur vote, le samedi 24 janvier de l'an de grâce 1959.

Lors des deux conférences constitutionnelles qui ont eu lieu à Londres et auxquelles j'ai participé, les dirigeants du KPP et du KNC ont reconnu que la vie politique du Cameroun, en raison des dispositions d'ordre administratif et autre prises il y a quarante ans, serait mieux assurée par une union permanente avec la Nigeria.

La dernière conférence constitutionnelle s'est rangée à cet avis en acceptant que, toutes choses étant égales d'ailleurs, le Cameroun puisse constituer une région de la Fédération nigérienne qui serait placée, à tous égards, sur un pied d'égalité avec les autres régions. Un pas en avant a été fait dans cette direction par l'introduction du système de gouvernement ministériel dans le statut politique du Cameroun. L'accession à l'autonomie a également été décidée en vertu des dispositions constitutionnelles qui doivent entrer en vigueur au mois d'octobre de cette année. Tels sont, parmi d'autres, les principaux résultats que le KPP et le KNC ont obtenu, en combinant leurs efforts, pour le bien de tous les Camerounais, quelles que soient leurs croyances ou leur appartenance tribales. En d'autres termes, le KPP démontre au monde, à son humble manière, que les noirs sont capables de se gouverner eux-mêmes dans leur pays. Notre volonté de continuer à faire partie de la Fédération nigérienne est en accord avec l'opinion mondiale, qui est en faveur de l'unification et non pas de la dissociation des races ou des groupes africains, et elle est également fondée sur le fait indiscutable que l'évolution politique du Cameroun a été largement influencée par son association avec la Nigeria. En effet, pendant la période d'au moins quarante années durant laquelle le Cameroun a été administré en tant que partie intégrante de la Nigeria, les hommes politiques et autres intellectuels nigériens, dans leurs efforts pour libérer la Nigéria de la domination étrangère, n'ont cessé d'avoir conscience des aspirations nationales des Camerounais, s'y sont montrés favorables et ont encouragé nos progrès vers l'autonomie. En fait, les partis politiques nigériens, que ce soit le National Council of Nigeria and the Camerouns ou le nouveau parti politique de M. Mbadiwe, le Democratic Party of Nigeria and the Camerouns, ont toujours fait une place au Cameroun dans leurs programmes. Mais contrairement aux idées du KPP, qui sont en accord avec l'opinion mondiale, le KNDP soutient que le salut du Cameroun est dans la sécession. Un autre parti politique, le One Kamerun, soutient la même thèse et préconise également l'unification des parties française et britannique du Cameroun. A mon avis, la question essentielle est de savoir non pas qui a raison, mais ce qui vaut mieux.

Maintenant que nous avons en quelque sorte atteint notre puberté, sous la tutelle britannique, du fait que nous avons un statut régional, une Assemblée législative, un Premier Ministre et des ministres, et qu'on nous garantit l'égalité des droits au sein de la Fédération nigérienne, quelle est pour nous la meilleure solution : faire sécession, puis transformer le Cameroun méridional en une nation minuscule, avec sa population de 750.000 habitants face aux 33 millions d'habitants des régions Est, Ouest et Nord de la Nigeria et aux 4 millions et demi d'habitants du Cameroun français ou, une fois la sécession accomplie, nous unir au Cameroun français et à ses 4 millions et demi d'habitants et, par là même, renoncer à la culture dont nous nous sommes pénétrés depuis quarante ans, pour en adopter une autre entièrement différente et tout recommencer? Car, quelle que soit l'argumentation des partisans de la sécession et de l'unification, la culture politique n'est pas la même dans les colonies britanniques et les colonies françaises et il est impossible d'imaginer que 4 millions et demi de Camerounais modelés par la France cèdent devant 750.000 Camerounais formés par le Royaume-Uni.

Ou bien vaut-il mieux continuer à faire partie de la Fédération nigérienne et garder, pour nous et pour les Camerounais des générations futures, ce que nous possédons déjà, en vertu du vieil adage selon lequel : "un tiens vaut mieux que deux tu l'auras"? Les électeurs camerounais ont le choix. Puissent les empreintes laissées sur le sable des siècles par les générations passées, qui ont servi de guide à de grands pays comme le Royaume-Uni et les Etats-Unis pour créer un patrimoine de liberté, vous servir à tous de guide lorsque vous vous rendrez aux urnes.

b) Discours électoral radiodiffusé prononcé le 16 janvier 1959
par M. J.N. Foncha, Président général du Kamerun National
Democratic Party (KNDP)

Camerounais et amis du Cameroun, vous serez appelés dans quelques jours à vous acquitter du plus important des devoirs civiques que vous ayez envers le Cameroun méridional. Les prochaines élections générales qui doivent avoir lieu le 24 janvier 1959 nous donnent à tous la possibilité de choisir le parti qui s'est montré attaché à maintenir l'identité nationale du Cameroun. J'ai parlé à beaucoup d'entre vous dans vos réunions de village et je vous ai suffisamment mis en garde contre les pièges que le Gouvernement du KNC était en train de nous tendre.

Maintenant que l'heure approche où vous aurez à vous prononcer contre eux, je tiens à vous rappeler quelques-unes des raisons pour lesquelles vous devez faire attention à bien choisir.

Lorsqu'en mars 1955 j'ai pris la décision de passer dans l'opposition, je prévoyais que le KNC abandonnerait l'idée qui nous était chère de faire sécession d'avec la Fédération nigérienne. L'alliance conclue avec l'Action Group sans consulter le Comité exécutif national était en contradiction directe avec la déclaration bien connue de "neutralité bienveillante" d'avril 1953 et faisait injure aux Camerounais épris de démocratie. Elle laissait prévoir que des décisions pires encore seraient prises par la suite si l'on ne faisait rien pour tenir en échec les dictateurs qui surgissaient dans le parti. Ceux qui restent maintenant dans le KNC se sont tellement abaissés jusqu'à approuver des politiques contraires à leur propre conscience qu'ils ont accepté la servitude. Le moment est venu de faire tomber de vos mains et de votre conscience les chaînes des dictateurs et ainsi d'aider le parti nationaliste à reconquérir pour vous la liberté de pensée et de parole.

J'ai goûté l'amertume d'être dans l'opposition à un gouvernement qui agit contre les aspirations du peuple, mais j'en ai tiré une grande joie parce que j'ai empêché les aspirations nationales des Camerounais d'être trahies par des marchandages secrets. A la Conférence au sommet tenue à Bamenda en mai 1956, le KNDP a pris fermement position en faveur de la sécession d'avec la Fédération nigérienne, contraignant ainsi le KNC à chercher derrière le programme du KPP. Ces deux ennemis jusqu'alors acharnés ont trouvé le moyen d'arriver à un compromis et ont signé une résolution commune tendant au maintien du Cameroun méridional dans une Nigeria indépendante et ne demandant que l'octroi d'un statut régional complet. Cette première concession du KNC au KPP trahissait la confiance que des citoyens bien intentionnés du Cameroun méridional avaient mise en lui et montrait que j'avais vu juste en prévoyant qu'il se tournerait vers l'intégration.

Il est heureux que le désaccord qui s'était manifesté à la Conférence au sommet tenue à Bamenda ait été porté devant la Conférence constitutionnelle de la Nigeria qui s'est tenue à Londres en 1957. Là, le KNC et le KPP ont continué à faire front commun contre le KNDP, mais c'est plutôt l'idéologie que la force numérique qui a

joué un rôle décisif. Le résultat de la Conférence, comme on a pu le voir, a été plus favorable au KNDP qu'aux partis alliés; en effet, le Secrétaire d'Etat aux colonies, pris entre deux feux, a dû renvoyer la question devant les Camerounais restés dans le pays. Toutefois, il a exposé de la manière suivante les deux possibilités entre lesquelles il fallait choisir : continuer à faire partie à titre permanent d'une Nigeria indépendante, ou s'en séparer et rester sous l'administration de tutelle du Gouvernement du Royaume-Uni pendant un certain temps jusqu'à notre accession à l'indépendance en tant que peuple camerounais libre. Il a ensuite prévenu que le Gouvernement de Sa Majesté se verrait dans l'obligation de se conformer aux vœux de la majorité, quels qu'ils soient.

A la reprise de la Conférence, il n'y a pas eu de modification sensible dans la position des deux partis adverses. La délégation du KNDP a cependant pu imposer un accord sur la date des élections générales, succès d'autant plus remarquable que le Gouvernement KNC/KPP temporisait et répugnait visiblement à aller aux urnes.

Chacune des conférences successives révélait quelque aspect caché des plans d'intégration du KNC et hâtait sa chute. La Conférence de Bamenda a préparé la voie aux élections générales de 1957 où le nombre des sièges du KNDP est passé de 2 à 5, tandis que le KNC tombait de 10 à 6 et que le KPP obtenait deux sièges au lieu d'un, ce qui rendait nécessaire la formation d'un gouvernement boiteux qu'il avait fallu constituer en faisant appel aux six membres indigènes nommés par l'Administration. La deuxième Conférence a provoqué de nouvelles luttes intestines qui ont abouti à la formation de deux factions dans le Gouvernement KNC. La faction sécessionniste a ensuite rompu avec le KNC et s'est ralliée au KNDP. Pour conserver la majorité au moins à la Chambre d'assemblée, le KNC a dû faire d'énormes concessions au KPP pour le mettre en mesure d'accepter un gouvernement de coalition. Dans l'intervalle, les effectifs du KNC avaient tellement diminué qu'il ne gardait quelques adhérents qu'au moyen de fausses promesses. Quelques-uns avaient été nommés membres de conseils qui n'existaient pas et ils savent maintenant, mais trop tard, qu'ils ont été trompés.

Vous pouvez voir maintenant tout ce que nous, les membres de l'opposition, nous avons fait dans notre lutte pour la liberté du Cameroun. Par des manoeuvres dilatoires, nous avons donné aux Camerounais la possibilité de mobiliser. C'est maintenant à la nation tout entière de frapper avec force le coup décisif. Soyons donc tous prêts pour le jour J, qui est le 24 janvier 1959.

Pourquoi faut-il que le KNDP l'emporte et constitue le prochain gouvernement du Cameroun méridional? Nous connaissons tous trop bien la réponse. J'ai déjà dit que j'avais goûté pendant quatre ans l'amertume de voir un gouvernement agir contre les aspirations du peuple. L'avenir du Cameroun méridional me paraît sombre et je suis résolu à redresser les choses, avec l'appui des milliers de Camerounais qui sont désormais prêts à contribuer au succès d'un gouvernement KNDP.

Je tiens donc à assurer tous les citoyens et amis du Cameroun qu'une fois le KNDP porté au pouvoir par leurs votes ils connaîtront la justice et le respect qui leur sont dus. Il serait regrettable que l'application des recommandations issues de la reprise de la Conférence soit laissée aux mains du gouvernement KNC/KPP. Les Camerounais devraient, pour obtenir qu'on envisage de leur donner des postes plus élevés, s'incliner humblement et se plier à des ordres qui révolteraient leur conscience. Si ces gens-là gouvernent actuellement avec une poigne de fer, alors même que le sol se dérobe sous eux, que serait-ce si on leur donnait encore une chance de continuer pendant cinq ans? L'intimidation et la persécution des fonctionnaires ont été jusqu'à présent à l'ordre du jour et je ne vois pas comment, dans le monde démocratique d'aujourd'hui, des êtres humains peuvent continuer à travailler dans ces conditions.

Un gouvernement KNDP libérerait nos travailleurs de la crainte et d'un avenir incertain et éveillerait en eux l'esprit patriotique et le respect de soi qui sont essentiels pour réussir dans n'importe quelle entreprise. L'emploi et l'avancement seront accordés selon les mérites et la qualité du travail s'obtiendra par le respect réciproque et la confiance mutuelle qui sont indispensables entre les législateurs et les fonctionnaires. La création, cette année, d'un corps de fonctionnaires camerounais sera dépourvue de sens pour les Camerounais si elle est l'oeuvre d'un gouvernement KNC/KPP. C'est le KNDP, parti nationaliste, qui appliquera notre politique de camerounisation des services publics de ce territoire.

Les étrangers continueront à pouvoir s'employer chez nous, mais il ne s'agira que des très rares spécialistes dont les connaissances techniques sont nécessaires pour maintenir l'état actuel des services.

Il est une autre réforme constitutionnelle importante qu'il ne faut pas laisser tomber entre les mains d'un gouvernement dictatorial : c'est la constitution de la Chambre des chefs. Le KNDP considère la Chambre des chefs comme une autorité qui contribuera à l'édification d'un gouvernement pacifique et stable. Son installation fera apparaître l'expérience précieuse acquise par une longue pratique de la politique au village, qui doit être orientée de manière à s'adapter à la conduite des gouvernements modernes. Le seul parti capable d'orienter cette assemblée est le KNDP, qui s'intéresse depuis longtemps à elle.

Permettez-moi maintenant d'attirer votre attention sur nos possibilités dans le domaine économique et de vous dire ce qu'un gouvernement KNDP ferait à ce sujet. Depuis que le Cameroun méridional possède le statut de région, les partisans de l'intégration nous ont rebattu les oreilles de la prétendue pauvreté du territoire, mais nous n'avons jamais perdu courage parce que nous connaissons les faits. Nous avons soutenu que leurs affirmations n'étaient pas exactes, mais que le déficit de notre budget annuel s'expliquait par l'attribution arbitraire au territoire d'une quote-part de un pour 100 de la subvention accordée conformément à la constitution et nous avons persisté à dire que cette fraction était très inférieure à la part qui nous revenait. Combien nous avons raison, c'est ce qu'a démontré la Commission financière, organe impartial qui a rapidement replacé la chose sous son véritable jour. Elle a établi qu'au lieu de un pour 100 notre part devait être de 5 pour 100. Ainsi, au lieu de ne recevoir de la Banque fédérale que 200.000 livres au cours d'une année favorable pour le Cameroun méridional, nous devions recevoir un million de livres et un solde de 800.000 livres nous était retenu d'une façon injustifiée. Nous soutenons que la sécession apportera au Cameroun méridional une ère de prospérité car, au lieu de ne recevoir qu'une partie de notre revenu, nous conserverons le tout.

En vérité, nous sommes pauvres au milieu de nos richesses. Notre sol est sensiblement plus riche que celui de n'importe quelle région de la Fédération. Les bananiers, source de richesses la plus facile à la portée de chacun d'entre nous, refusent de s'acclimater dans d'autres régions de la Fédération. En outre, l'huile de palme, le cacao, le café et le caoutchouc, principales sources de

/...

richesse des régions de l'Est et de l'Ouest, se récoltent presque sans culture au Cameroun méridional. On sait que le thé, le poivre, le ricin, les agrumes, le soya, etc., peuvent se récolter en abondance dans le territoire. Nous possédons de nombreuses variétés de légumes. Nos ressources en bois sont immenses.

Nous avons l'intention, une fois que nous serons au pouvoir, de libérer les fonds de la Regional Development Agency et d'accorder des prêts convenables aux cultivateurs qui désirent exploiter la richesse de notre sol. Le Gouvernement KNC/KPP n'a pas tenu sa promesse de prêts.

Et maintenant, Mesdames et Messieurs, venons-en aux élections générales et à leur objet : on vous a prévenus des conséquences qu'aurait le vote du 24. Vous choisirez entre la liberté et la soumission éternelle. Le KNC et le KPP veulent sacrifier de façon permanente à la Nigeria le droit du Cameroun à devenir une nation indépendante. Le retour au pouvoir de la coalition KNC/KPP signifierait la sujétion à un régime de dictateurs patentés. Les gens sensés sont atterrés quand ils pensent que cela pourrait se reproduire. Si vous portez de nouveau cette coalition au pouvoir, non seulement vous vous livrez vous-mêmes et vous livrez vos enfants, votre terre et ses richesses à un Gouvernement nigérien indépendant, mais encore vous vous exposez une fois de plus à une répression brutale et vous rétablirez un régime de terreur parmi le peuple camerounais pacifique et amical.

Mais si vous portez le KNDP au pouvoir, vous serez séparés de la Fédération nigérienne avant 1960. Alors vraiment vous œuvrerez pour la liberté du Cameroun en tant que nation. Vous édifierez l'économie du Cameroun méridional sur une base plus solide, guidés par le Gouvernement du Royaume-Uni agissant en tant qu'Autorité administrante. Dans le monde entier, les peuples épris de liberté vous admireront et, par l'intermédiaire de leurs représentants à l'Organisation des Nations Unies, nous donneront l'aide dont une nation nouvelle en voie de croissance a besoin. Sous le gouvernement KNDP, vous jouirez de la sympathie de ceux qui ont souffert l'injustice pour vous rendre libres et heureux.

Séparé de la Fédération nigérienne, le Cameroun méridional se trouvera en mesure de négocier les conditions de la réunification avec le gouvernement de toute section libre du Kamerun qui en aurait le désir. Sous ce rapport, le Cameroun sous administration française a fait un grand pas en avant, puisque la

France a déjà consenti à lui accorder l'indépendance en 1960. Les habitants du Cameroun septentrional ont déjà justifié la position que j'ai adoptée à la reprise de la Conférence constitutionnelle de la Nigeria, lorsque j'ai déclaré qu'un grand nombre d'entre eux désiraient voir leur pays réuni au Cameroun méridional. Ils l'ont fait en remettant un mémoire à la Mission de visite des Nations Unies en novembre 1958. Ils ont les yeux fixés sur nous. L'édification d'une nation camerounaise est, encore une fois, une question qui dépend de nous. Le problème de la réunification se pose maintenant d'une manière tout à fait claire : ce sont les différentes sections du Cameroun devenues indépendantes qui la réaliseront, et non les Camerouns sous administration britannique ou française. Ne vous laissez donc pas tromper par les intégrationnistes qui vous disent que nous vous livrons à la France. Bientôt il n'y aura plus ni sujets français ni sujets britanniques en Afrique occidentale.

Pour avoir un nouveau gouvernement, nous devons aller aux urnes. Même si vous devez voyager un jour entier pour vous rendre au bureau de vote, cela vaudrait mieux pour nous. Le KNDP a combattu pendant quatre années jusqu'à ce que le pays tout entier ait été mobilisé. Ceux qui pensent comme nous se rendent dans les villages de leur propre mouvement pour avertir notre peuple du danger de l'intégration s'il vote par erreur pour le KNC/KPP. J'espère donc que, dans les jours ou dans les heures à venir, vous pourrez entrer en contact avec ceux qui ont été amenés par la ruse à croire la propagande mensongère du KNC/KPP.

Permettez-moi, au nom de mes collègues et de moi-même, de remercier ceux qui ont pris part aux campagnes et de vous dire que les nouvelles de tous les fronts sont encourageantes. Nous sommes certains de la victoire. Par conséquent, rendez-vous aux bureaux de vote en bon ordre et dans le calme. Nos adversaires recourent à une propagande vile parce qu'ils n'ont pas de vérités à proclamer au peuple. Nous devons continuer à donner l'exemple. Cependant, je vous engage à être fermes et à défendre vos droits jusqu'à ce que justice vous soit rendue. J'espère m'adresser de nouveau à vous dans quelques jours. Au revoir et Dieu vous bénisse.

c) Discours électoral radiodiffusé prononcé le 17 janvier 1959 par
M. L. Endeley, chef du Kamerun National Congress (KNC)

Chers concitoyens,

Dans quelques jours vous serez appelés à remplir votre devoir de citoyens en votant aux élections générales pour les représentants que vous jugerez dignes de former votre prochain gouvernement.

Grâce à l'hospitalité qui m'est offerte par la Nigerian Broadcasting Corporation, je saisis cette occasion pour vous adresser, en tant que chef du Kamerun National Congress, un message qui vous aidera, je crois, à prendre une décision quand vous devrez choisir le bulletin que vous déposerez dans l'urne.

J'éprouve toutefois quelque regret à la pensée qu'un très grand nombre d'électeurs de ce pays ne possèdent pas de poste de radio et n'entendront donc pas ce que je vais dire ce soir. J'espère que ceux qui m'écoutent auront la bonté de transmettre mon message à leurs frères moins fortunés qui vivent dans les régions rurales éloignées.

Les élections qui vont avoir lieu sont le résultat de réformes constitutionnelles que mon parti et son allié, le Kamerun People's Party, ont réussi à faire adopter à la Conférence constitutionnelle de la Nigeria en 1957 et 1958. Ces réformes visaient à doter le Cameroun méridional d'une constitution libérale qui lui assurerait le statut d'un Etat autonome jouissant à tous égards d'une égalité absolue avec les autres régions de la Fédération nigérienne. Nous avons demandé que le nombre des membres élus de la Chambre d'Assemblée soit accru, que l'on adopte un système ministériel de gouvernement et que l'on institue le suffrage universel des adultes afin que les femmes camerounaises puissent elles aussi prendre une part active à la vie politique de notre pays.

Pour mettre en oeuvre ces réformes, il a fallu diviser le Territoire en vingt-six circonscriptions et édicter un nouveau règlement relatif aux élections. Ces préparatifs n'ont été achevés qu'à la mi-juillet dernière, c'est-à-dire à l'époque de l'année où, du fait de l'abondance des pluies, de l'état des routes et de la crue du cours rapide de nos rivières, il est pratiquement impossible de se déplacer dans notre pays. Aussi, dès le début de la saison sèche, Son Excellence le Haut Commissaire du Cameroun méridional, qui est le représentant constitutionnel de

Sa Majesté dans le Territoire, a dissous l'ancienne Chambre d'assemblée et a fixé la date des élections au 24 janvier 1959.

Les dernières élections législatives, c'est-à-dire les élections à la Chambre qui vient d'être dissoute, ont eu lieu au début de 1957, mais avec un système électoral qui n'a malheureusement pas permis aux femmes d'y prendre part. Dans le cadre des anciennes dispositions constitutionnelles que le KNC et le KPP se sont efforcés de faire modifier en 1957 et l'année dernière à la Conférence constitutionnelle que j'ai déjà mentionnée, cette anomalie a été supprimée.

Les élections qui doivent avoir lieu dans quelques jours sont le point culminant de la conquête d'une série de droits politiques pour le Cameroun et le peuple camerounais que le Kamerun National Congress mène avec succès depuis 1953; ce noble parti, qui a joui en conséquence de la confiance sans bornes du corps électoral pendant cette période, a été constamment au gouvernement depuis que le Cameroun méridional est devenu, bien qu'il fût placé sous régime de tutelle, une entité distincte au sein de la Fédération nigérienne.

Nul ne peut nier que c'est le Kamerun National Congress, en tant que parti politique, qui a fait du Cameroun méridional ce qu'il est actuellement et tout ce qu'il représente. Aucun parti ou groupe de partis dans le Territoire ne peut prétendre partager cet honneur avec le KNC. Ce résultat, il l'a obtenu grâce à un effort ardu de réflexion et de prévision, à une connaissance approfondie des problèmes et du peuple du Territoire, et au travail acharné de ses chefs. En bref, le pays a une grande dette de reconnaissance envers les chefs du KNC pour la hardiesse, le désintéressement, la tenacité et le patriotisme de bon aloi dont ils ont fait preuve.

Notre politique a été fondée sur le slogan : "le bien-être et le progrès du Cameroun méridional et de son peuple d'abord, le reste ensuite". Pendant toute la période difficile où nous avons dû, à partir de rien, créer et faire fonctionner un gouvernement, nous avons considéré que nous avions pour principale responsabilité de servir les intérêts du peuple et nous avons donc de temps à autre modifié et adapté notre politique en conséquence.

Nous avons au début rêvé d'une Nation camerounaise unie, qui grouperait d'abord les parties du Territoire placées sous administration britannique et à laquelle se joindrait ensuite le Cameroun sous administration française.

L'expérience nous a rapidement montré combien ce rêve était illusoire et chimérique, car alors que nous croissions, les autres parties du Cameroun croissaient aussi. Il était donc nécessaire de se souvenir de la sage philosophie de Saint Paul et de se rendre compte qu'il est insensé, à l'âge adulte, de ne pas vouloir renoncer à ses rêves d'enfant. Mon parti a donc modifié sa politique en matière d'unification. Nous ne considérons plus que cette question présente un caractère de priorité.

Pour ce qui est de notre oeuvre politique concrète, je voudrais exposer brièvement ce que notre parti a réalisé au cours de la période pendant laquelle il a servi sans interruption le peuple camerounais.

Je ne citerai, en passant, que les réalisations qui sont visibles pour l'homme de la rue.

La plus remarquable est l'apparition, en l'espace de quatre années, parmi les Camerounais et les membres des autres tribus qui résident au Cameroun, d'un vif intérêt pour les cultures marchandes. Cet intérêt a été suscité grâce au rajeunissement du mouvement coopératif, qui s'est efforcé, d'une part, d'encourager la population à améliorer les méthodes de culture et la qualité des produits et, d'autre part, de trouver des débouchés pour de nouvelles cultures, comme celles des bananes et du café. Cet intérêt s'est accompagné d'une amélioration sensible du niveau de vie de la population en général.

Les progrès dans ce domaine ont été stimulés par l'octroi aux agriculteurs de prêts à court terme et à faible taux d'intérêt, consentis par les sociétés coopératives, de même que grâce à l'inauguration récente de ce qui deviendra une banque coopérative. Ces réalisations conduiront à l'instauration systématique d'un esprit d'entraide sincère entre Camerounais.

Dans le domaine de l'enseignement, nous avons, en dépit des ressources limitées dont nous disposons, accéléré la mise en oeuvre de notre politique d'octroi de bourses de perfectionnement; cela a permis d'envoyer un plus grand nombre de Camerounais, qui n'en auraient pas eu autrement la possibilité, faire à l'étranger des études supérieures. En quelques années, cette politique a porté ses fruits et des jeunes Camerounais occupent maintenant des postes administratifs supérieurs et d'autres postes qui étaient auparavant occupés par des Européens. La première école secondaire de filles a été créée afin d'épargner aux jeunes Camerounaises les difficultés que comportaient pour elles des études secondaires à l'étranger et c'est avec plaisir que l'on voit ces jeunes filles occuper maintenant une place dans diverses activités. Un programme énergique de formation pédagogique est en cours d'exécution.

Le réseau routier s'est nettement amélioré au cours des quatre dernières années, par rapport à 1953. Notre réseau fédéral comprend aujourd'hui des ponts définitifs et un programme, en voie de réalisation, vise à élargir les routes et à les couvrir d'un revêtement.

La mise en oeuvre d'un plan destiné à améliorer les routes secondaires qui desservent les régions productrices se poursuit et la route de Tcmbel deviendra praticable en toutes saisons d'ici la fin de l'année. Les travaux continuent sur la route de Mamfe et l'on procède aux études nécessaires sur l'itinéraire Bakabe-Fontem. Vers 1960, la circulation ne sera plus handicapée par les interruptions périodiques que provoque l'état impraticable des routes à la saison des pluies.

Nous sommes fiers de posséder au moins un hôpital par Division. En outre nous modernisons et nous agrandissons les anciens hôpitaux, de même que nous étendons aux zones rurales les services de maternité et d'action sociale.

Des plans ont été élaborés pour installer l'adduction d'eau dans toutes les villes importantes du Territoire; des villes comme Kumba, Buea, Tiko, Bamenda et Nkambe sont déjà ainsi alimentées en eau.

Je pourrais continuer ainsi toute la soirée et je peux affirmer catégoriquement que, malgré les handicaps que nous avons eu à surmonter, les changements apportés à l'aspect de notre Territoire au cours des quatre dernières années dépassent largement tout ce qu'on avait pu imaginer pendant les quarante premières années où les Britanniques l'ont administré en tant que partie de la région de l'Est.

Le progrès politique a été suivi d'une expansion et d'une intensification des activités commerciales; les banques et les firmes commerciales ont fait un effort financier considérable pour ouvrir des succursales dans tout le Territoire. Les investissements dans le commerce du bois et les plantations ont suivi le mouvement. En conséquence, les chances qu'ont les Camerounais d'obtenir un emploi et une formation dans le pays ont augmenté, d'autant plus que le gouvernement a insisté sur la nécessité de sauvegarder leurs intérêts de manière satisfaisante.

Voilà, entre autres choses, ce que mon parti a préparé et réalisé pour vous. Les activités prévues s'étendent sur une longue période à venir, jusqu'à ce que le Cameroun méridional jouisse d'une plus grande prospérité et bénéficie d'un niveau de vie plus élevé, jusqu'à ce que notre peuple soit à même de ne céder devant

personne, mais d'imposer le respect et d'obtenir la place qui lui revient dans la communauté sans cesse plus large des territoires indépendants d'Afrique occidentale.

Qu'offrent-ils au peuple, nos adversaires récemment apparus, qui n'ont jamais été mis à l'épreuve, comme le Kamerun National Democratic Party et One Kamerun? Rien d'autre que l'éternel slogan de la sécession de la Fédération nigérienne, qui est absolument vide de sens. Ils n'ont simplement pas confiance dans la capacité des Camerounais à progresser au même rythme que les autres régions et à gérer efficacement leurs propres affaires. Ils ont déclaré catégoriquement au Secrétaire d'Etat, en octobre dernier, que le peuple camerounais était trop arriéré pour avoir assimilé comme il convient les réformes constitutionnelles opérées en 1958, alors que ces réformes autorisent l'Alliance KNC/KPP à réclamer maintenant :

- i) Un Cabinet entièrement africain (à l'exception du Secrétaire aux affaires juridiques)
- ii) Une fonction publique et un pouvoir judiciaire indépendants pour le Territoire
- iii) L'autonomie régionale cette année même
- iv) L'indépendance en même temps que les autres régions de la Fédération en 1960, sur la base d'une pleine égalité.

Ils préconisent la sécession, l'unification avec le Cameroun français et un avenir aléatoire. Ils le font parce qu'ils craignent d'être réduits à l'esclavage par la Nigeria, mais ils veulent bien d'un esclavage sous l'autorité d'un Cameroun français devenu indépendant en janvier 1960 et, partant, politiquement plus avancé que le Cameroun méridional. Ils font volontiers étalage de leur désir de conserver l'identité du Cameroun. Mais quelle autre identité voulons-nous, en dehors de celle qu'offrent l'indépendance de nos organes législatifs et le pouvoir d'administrer nos affaires intérieures de la manière que nous préférons?

Ils se sont alliés au One Kamerun Party, cette réincarnation du sinistre UPC, qui a été fort judicieusement écrasé lors des élections de 1957.

Si le Cameroun français est tellement satisfait de son avenir politique, pourquoi les Camerounais français qui résident ici ne plient-ils pas bagage et ne rentrent-ils pas chez eux pour y vivre heureux, comme l'ont fait les Ghanéens et les Guinéens? Pourquoi s'accrochent-ils à nous comme des sangsues et affluent-ils quotidiennement dans notre région?

Les questions sur lesquelles vous devez vous prononcer sont claires comme le jour. Le Kamerun National Democratic Party n'a ni les hommes qu'il faut ni le programme voulu pour constituer le prochain gouvernement de notre pays.

Si vous vous laissez aller à écouter leurs appels à l'émotion et leurs cris alarmistes : "au loup, au loup!" quand il n'y a pas de loup dans les environs, les générations à venir auront à le regretter. Mais je fais confiance au jugement sain et indépendant qui caractérise le corps électoral du Cameroun méridional et qui nous a permis de surmonter les épreuves des premières années de nos luttes politiques, et je fais appel à vous pour que vous élisiez un nombre plus grand que jamais de candidats du KNC, car c'est sur la liste du KNC et du KPP que sont inscrits tous les éléments de valeur de notre pays. Rejetez le KNDP, cet imposteur politique qui veut récolter ce qu'il n'a pas semé.

Un nouveau gouvernement KNC mettra à votre tête des hommes d'Etat courageux et réfléchis et vous assurera des progrès constants ainsi qu'un avenir sûr et pacifique.

Un gouvernement KNDP ou One Kamerun ne signifie rien d'autre que des mots, un avenir incertain et aléatoire, et peut-être un bond en arrière vers le droit tribal barbare et l'âge de la pierre.

Je suis persuadé que, comme vous le faites chaque fois, vous voterez pour "la banane et le foyer", et que vous porterez une fois de plus au pouvoir le KNC, votre parti, pour qu'il prenne soin de votre avenir.
